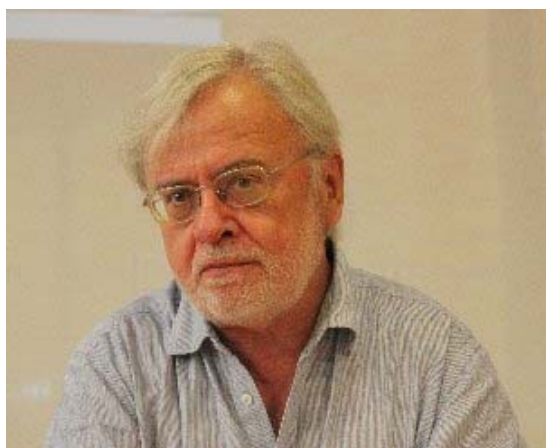


L'OZP dénonce la "liquidation" de l'Education prioritaire

"C'est une liquidation. Il faut arrêter cela". Marc Douaire, président de l'Observatoire des zones prioritaires (OZP), une association qui regroupe les acteurs de l'Education prioritaire, réagit vivement à l'annonce de la nouvelle politique d'éducation prioritaire lancée par JM Blanquer les 2 et 3 octobre. Dans un entretien donné au Café pédagogique, il marque l'importance du glissement qu'introduit JM Blanquer et annonce des actions pour mettre l'éducation prioritaire en débat.

La nouvelle politique de JM Blanquer



"Il n'est pas normal d'être dans une situation binaire en éducation prioritaire, y être ou ne pas y être". Les concepts de cette éducation "ont des effets pervers". IL faut "un changement de paradigme". Les petites phrases de JM BLANQUER se sont accumulées depuis le 2 octobre, moment où il a annoncé le gel de la carte de l'éducation prioritaire jusqu'à 2020. Lors du lancement de la mission Mathiot Azema, le 3 octobre, le ministre a expliqué qu'il y aurait des indicateurs, "les résultats des élèves mais aussi le climat scolaire et le bien être des élèves et des personnels", qui seraient liés au soutien des établissements. On s'orienterait donc vers un système à la carte au niveau des établissements qui remplacerait les zonages existants.

"On sait ce qui se dessine"

"Le ministère avance masqué", estime Marc Douaire, en faisant allusion aux déclarations de JM Blanquer à l'Assemblée le 2 octobre et lors du lancement de la mission Mathiot Azéma le 3. "Il était prévu en 2019 une évaluation complète de la politique d'éducation prioritaire et pas seulement de sa carte", rappelle-t-il. "On devait faire le bilan des résultats des élèves, du référentiel, de la formation des enseignants, de la pondération horaire, de la façon dont le métier évolue, du pilotage national et académique. Ne pas tenir compte de tout cela est une erreur", estime-t-il.

L'OZP déplore aussi le "stop'n go des politiques d'éducation prioritaire". "On ne peut pas continuer à faire du zapping en faisant l'impasse sur ce que les professionnels et les citoyens ont construit localement", nous dit M Douaire. "Ca ne veut pas dire que tout a été bien fait. Mais ne pas évaluer tout cela s'interprète comme la volonté de liquider l'éducation prioritaire".

Car pour l'OZP la disparition du label Education prioritaire aboutit à son enterrement. "On sait ce qui se dessine", explique M Douaire. "Bercy transfèrera des moyens aux recteurs qui décideront pour leur distribution en fonction des pressions locales. Il n'y aura plus de politique nationale". Ce sera la fin de l'éducation prioritaire.

Les réponses de l'OZP

L'OZP annonce plusieurs actions. A commencer par la publication d'une lettre envoyée au ministre et laissée sans réponse. L'OZP fera le 7 novembre des propositions "pour mettre en oeuvre l'évaluation de l'Education prioritaire". "On va donner aux acteurs locaux des éléments pour faire leur propre évaluation et on va recenser ce qui s'est fait. Les résultats seront communiqués en mai lors d'Assises nationales.

L'OZP s'est doté d'un conseil scientifique où siègent JY Rochex, F Lorcerie, C Moisan, Marc Bablet et d'autres experts ou chercheurs. Un séminaire est prévu le 8 décembre et des Assises nationales le 18 mai.

Une politique en yoyo

La politique d'éducation prioritaire a connu de nombreuses phases de mobilisation et d'abandon. Après son lancement en 1981 par A Savary, Chevènement avait remis en cause cette politique. La relance par Jospin en 1989 devait amener à un bilan au bout de 4 ans. Mais en 1992 J Lang avait abandonné le pilotage de cette politique. La relance de 1998 n'avait pas été prolongée par Darcos et Ferry. En 2007 Robien avait lancé les réseaux ambition réussite jusqu'à ce que Chatel, et son directeur de l'enseignement scolaire, JM Blanquer, change de politique. On passe du pilotage national avec des référents à une plus grande autonomie des chefs d'établissement. En 2012 la politique est repensée avec la refondation et relancée en 2014. C'est ce nouveau cycle, marqué par de réelles avancées, qui est mis à mal par la nouvelle politique promise par Blanquer.

François Jarraud

[Quels objectifs poursuit le gouvernement ?](#)

Sur la répartition des moyens dans l'éducation nationale